

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 458

[2012/200694]

26 JANVIER 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, lors du ravitaillement en carburant des véhicules à moteur dans les stations-service

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5 et 9;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, Titre III;

Vu l'avis 50.580/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 décembre 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2009/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 octobre 2009 concernant la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, lors du ravitaillement en carburant des véhicules à moteur dans les stations-service.

Art. 2. Dans la section 2 du Chapitre V du Titre III du Règlement général pour la protection du travail, les articles 681bis/59 et 681bis/60 sont remplacés par ce qui suit :

« Sous-section première - Système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence

Art. 681bis/59. Au sens des articles 681bis/59 à 681bis/60/2 et 681bis/71, § 3, on entend par :

1^o « essence » : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additifs, d'une tension de vapeur (méthode Reid) de 27,6 kilopascals ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, excepté le gaz de pétrole liquéfié (GPL);

2^o « vapeur d'essence » : tout composé gazeux s'évaporant de l'essence;

3^o « station-service » : toute installation, visée à la rubrique 50.50.03 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, où l'essence est transférée de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur;

4^o « station-service existante » : une station-service dont la construction ou l'exploitation a fait l'objet d'un permis délivré avant le 1^{er} janvier 2012;

5^o « nouvelle station-service » : une station-service dont la construction ou l'exploitation a fait l'objet d'un permis délivré à partir du 1^{er} janvier 2012;

6^o « système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence » : les équipements qui sont conçus pour récupérer les vapeurs d'essence s'échappant du réservoir d'un véhicule à moteur lors du ravitaillement en carburant dans une station-service, et qui transfèrent ces vapeurs d'essence vers un réservoir de stockage aménagé sur le site de la station-service ou les renvoient vers le distributeur d'essence en vue d'une remise en vente;

7^o « efficacité du captage des vapeurs d'essence » : la quantité de vapeurs d'essence captée par le système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, exprimée en pourcentage de la quantité de vapeurs d'essence qui aurait été libérée dans l'atmosphère en l'absence d'un tel système;

8^o « rapport vapeur/essence » : le rapport entre le volume, à la pression atmosphérique, des vapeurs d'essence transitant par le système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence et le volume d'essence distribué;

9^o « débit » : la quantité annuelle totale d'essence déchargée dans une station-service à partir de réservoirs mobiles.

Art. 681bis/60. § 1^{er}. Toute nouvelle station-service est équipée d'un système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence si :

1^o son débit effectif ou prévu est supérieur à 500 m³ par an; ou

2^o son débit effectif ou prévu est supérieur à 100 m³ par an et si elle est intégrée dans un bâtiment utilisé comme lieu permanent d'habitation ou de travail.

§ 2. Toute station-service existante est équipée, le 31 décembre 2018 au plus tard, d'un système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence si :

1^o son débit effectif ou prévu est supérieur à 500 m³ par an; ou

2^o son débit effectif ou prévu est supérieur à 100 m³ par an et si elle est intégrée dans un bâtiment utilisé comme lieu permanent d'habitation ou de travail.

§ 3. Toute station-service existante faisant l'objet d'une rénovation importante à partir du 1^{er} janvier 2012 est équipée d'un système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence à l'occasion de cette rénovation si :

1^o son débit effectif ou prévu est supérieur à 500 m³ par an; ou

2^o son débit effectif ou prévu est supérieur à 100 m³ par an et si elle est intégrée dans un bâtiment utilisé comme lieu permanent d'habitation ou de travail.

La rénovation importante visée à l'alinéa 1^{er} consiste dans une modification importante ou dans la rénovation des infrastructures de la station-service, notamment de ses réservoirs et de sa tuyauterie.

§ 4. Les paragraphes 1^{er}, 2 et 3 ne s'appliquent pas aux stations-service utilisées exclusivement dans le cadre de la construction et de la fourniture de nouveaux véhicules à moteur.

Art. 681bis/60/1. Lorsque le système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence est obligatoire, l'efficacité du captage des vapeurs d'essence de ce système est au moins égale à 85 % , celle-ci étant certifiée par le fabricant conformément aux normes techniques ou aux procédures de réception européennes pertinentes ou, en l'absence de telles normes ou procédures, conformément aux normes fédérales éventuelles.

Art. 681bis/60/2. Lorsque le système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence est obligatoire, les vapeurs d'essence récupérées et transférées dans un réservoir de stockage aménagé sur le site de la station-service ont un rapport vapeur/essence supérieur ou égal à 0,95, mais inférieur ou égal à 1,05. »

Art. 3. Dans le même Règlement, l'article 681bis/71 est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Contrôle de l'efficacité du captage des vapeurs d'essence des systèmes de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence.

L'efficacité du captage des vapeurs d'essence du système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence est testée par un expert agréé dans la discipline « installation de stockage » désigné par l'exploitant, avant la première mise en service et, par la suite, au moins une fois par an soit en vérifiant que le rapport vapeur/essence, dans des conditions de simulation d'écoulement d'essence, respecte les dispositions de l'article 681bis/60/2, soit par toute autre méthode appropriée.

Lorsqu'un dispositif de surveillance automatique a été installé, l'efficacité du captage des vapeurs d'essence est testée au moins une fois tous les trois ans. Le dispositif de surveillance automatique détecte automatiquement les dysfonctionnements du système de la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, ainsi que ses propres défaillances, les signale à l'exploitant de la station-service et interrompt automatiquement l'écoulement de l'essence du distributeur défectueux s'il n'est pas remédié à la situation dans les sept jours.

L'expert agréé dans la discipline « installation de stockage » qui a procédé au contrôle dresse un rapport écrit sur la conformité de la station-service aux prescriptions visées aux articles 681bis/59 à 681bis/60/2 et envoie une copie de son rapport au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Lorsque l'expert agréé dresse un rapport établissant la conformité de la station-service aux prescriptions visées aux articles 681bis/59 à 681bis/60/2, il délivre à l'exploitant un autocollant ou toute autre notice sur lequel il mentionne son identité et la date du dernier test.

L'exploitant affiche l'autocollant ou toute autre notice sur le distributeur d'essence ou à proximité de celui-ci afin d'informer les consommateurs de l'installation du système de phase II de récupération des vapeurs d'essence. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2012.

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 janvier 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 458

[2012/200694]

26. JANUAR 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung betreffend Phase II der Benzindampf-Rückgewinnung beim Betanken von Kraftfahrzeugen an Tankstellen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, der Artikel 4, 5 und 9;

Aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947, Titel III;

Aufgrund des am 12. Dezember 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 50.580/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/126/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über Phase II der Benzindampf-Rückgewinnung beim Betanken von Kraftfahrzeugen an Tankstellen umgesetzt.

Art. 2 - In Abschnitt 2 von Kapitel V des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung werden Artikel 681bis/59 und 681bis/60 durch Folgendes ersetzt:

"Unterabschnitt 1 — System zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II

Art. 681bis/59 - Im Sinne der Artikel 681bis/59 bis 681bis/60/2 und 681bis/71, § 3, versteht man unter:

1^o "Ottokraftstoff": Erdölprodukte mit oder ohne Zusätze, deren Dampfdruck (nach Reid) mindestens 27,6 Kilopascal beträgt und die zur Verwendung als Kraftstoff für Kraftfahrzeuge bestimmt sind, mit Ausnahme von verflüssigtem Erdölgas (LPG);

2^o "Benzindampf": gasförmige Verbindungen, die aus Ottokraftstoff verdunsten;

3^o "Tankstelle": eine Einrichtung, wie sie in der Rubrik 50.50.03 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt wird, zur Abgabe von Ottokraftstoff aus ortsfesten Lagertanks an Kraftstofftanks von Kraftfahrzeugen;

4^o "bestehende Tankstelle": eine Tankstelle, deren Bau oder Betrieb Gegenstand einer vor dem 1. Januar 2012 ausgestellten Genehmigung ist;

5^o "neue Tankstelle": eine Tankstelle, deren Bau oder Betrieb Gegenstand einer ab dem 1. Januar 2012 ausgestellten Genehmigung ist;

6^o "System zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II": eine Ausrüstung zur Rückgewinnung des beim Betanken eines Kraftfahrzeugs an einer Tankstelle aus dem Benzintank entweichenden Benzindampfes, die den Dampf in einen Lagertank auf dem Tankstellengelände oder zwecks Weiterverkauf in die Zapfanlage zurückleitet;

7° "Benzindampfabseidungseffizienz": die Menge des über das System zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II aufgefangenen Benzindampfes, ausgedrückt als Prozentsatz der Menge Benzindampf, der in die Atmosphäre entweichen würde, wenn es die Ausrüstung nicht gäbe;

8° "Dampf-/Benzinverhältnis": das Verhältnis zwischen dem Volumen des das System zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II passierenden Benzindampfes und dem Volumen des gezapften Benzins bei atmosphärischem Druck;

9° "Durchsatz": die jährliche Gesamtmenge Benzin, die von beweglichen Behältnissen in den Lagertank einer Tankstelle umgefüllt wurde.

Art. 681bis/60 - § 1. Jede neue Tankstelle wird mit einem System zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II ausgerüstet, wenn

1° ihr tatsächlicher oder geplanter Jahresdurchsatz mehr als 500 m³ beträgt oder

2° ihr tatsächlicher oder geplanter Jahresdurchsatz mehr als 100 m³ beträgt und sie unter ständigen Wohn- oder Arbeitsräumen gelegen ist.

§ 2. Jede bestehende Tankstelle wird mit einem System zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II spätestens am 31. Dezember 2018 ausgerüstet, wenn

1° ihr tatsächlicher oder geplanter Jahresdurchsatz mehr als 500 m³ beträgt oder

2° ihr tatsächlicher oder geplanter Jahresdurchsatz mehr als 100 m³ beträgt und sie unter ständigen Wohn- oder Arbeitsräumen gelegen ist.

§ 3. Jede bestehende Tankstelle, die ab dem 1. Januar 2012 von Grund auf renoviert wird, wird im Rahmen dieser Renovierung mit einem System zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II nachgerüstet, wenn

1° ihr tatsächlicher oder geplanter Jahresdurchsatz mehr als 500 m³ beträgt oder

2° ihr tatsächlicher oder geplanter Jahresdurchsatz mehr als 100 m³ beträgt und sie unter ständigen Wohn- oder Arbeitsräumen gelegen ist.

Die in Absatz 1 erwähnte gründliche Renovierung besteht in einer wesentlichen Änderung oder Erneuerung der Infrastruktur der Tankstelle, insbesondere der Tanks und der Leitungen.

§ 4. Die Paragraphen 1 bis 3 gelten nicht für Tankstellen, die ausschließlich im Zusammenhang mit der Herstellung und Auslieferung neuer Kraftfahrzeuge verwendet werden.

Art. 681bis/60/1 - Wenn das System zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II verpflichtend wird, liegt die Benzindampfabseidungseffizienz dieses Systems bei mindestens 85% , wie vom Hersteller gemäß den maßgeblichen europäischen technischen Normen oder Typpengehmigungsverfahren oder - sofern es derartige Normen oder Verfahren nicht gibt - gemäß den maßgeblichen föderalen Normen bescheinigt wird.

Art. 681bis/60/2 - Wenn das System zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II verpflichtend wird, muss das Dampf-/Benzinverhältnis des rückgewonnenen, in einen Lagertank auf dem Tankstellengelände geleiteten Benzindampfes größer oder gleich 0,95 und kleiner oder gleich 1,05 sein."

Art. 3 - In derselben Allgemeinen Arbeitsschutzordnung wird Artikel 681bis/71 durch einen § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Kontrolle der Benzindampfabseidungseffizienz der Systeme zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II.

Die Benzindampfabseidungseffizienz des Systems zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II wird vor der ersten Inbetriebsetzung und anschließend mindestens einmal jährlich von einem für den Fachbereich "Lagereinrichtungen" zugelassenen Sachverständigen getestet, der von dem Betreiber bezeichnet wird, und zwar entweder durch die Überprüfung, ob das Dampf-/Benzinverhältnis unter den simulierten Benzinflussbedingungen im Einklang mit Artikel 681bis/60/2 steht, oder durch eine andere geeignete Methode.

Soweit ein automatisches Überwachungssystem installiert wurde, wird die Benzindampfabseidungseffizienz mindestens einmal alle drei Jahre getestet. Jedes derartige automatische Überwachungssystem muss automatisch Funktionsstörungen des Systems zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II und des automatischen Überwachungssystems selbst feststellen, dem Tankstellenbetreiber Störungen anzeigen und den Benzinfluss aus der defekten Zapfanlage automatisch stoppen, wenn die Störung nicht binnen sieben Tagen behoben wird.

Der für den Fachbereich "Lagereinrichtungen" zugelassene Sachverständige, der die Kontrolle durchgeführt hat, erstellt einen schriftlichen Bericht darüber, inwiefern die Tankstelle mit den in den Artikeln 681bis/59 bis 681bis/60/2 erwähnten Vorschriften übereinstimmt, und übermittelt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten eine Abschrift seines Berichtes.

Wenn der zugelassene Sachverständige einen Bericht erstellt, der die Übereinstimmung der Tankstelle mit den in den Artikeln 681bis/59 bis 681bis/60/2 erwähnten Vorschriften nachweist, stellt er dem Betreiber einen Aufkleber oder eine andere Mitteilung aus, auf der seine Identität und das Datum des letzten Tests vermerkt sind.

Auf den Zapfsäulen oder in deren Nähe schlägt der Betreiber den Aufkleber oder eine andere Mitteilung an, die den Verbraucher darüber informiert, dass in der Tankstelle ein System zur Benzindampf-Rückgewinnung - Phase II installiert worden ist."

Art. 4 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2012 wirksam.

Art. 5 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Januar 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 458

[2012/200694]

26 JANUARI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming betreffende fase II-benzinedampterugwinning tijdens het bijtanken van motorvoertuigen in benzinstations

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5 en 9;
Gelet op het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, Titel III;

Gelet op advies 50.580/4 van de Raad van State, gegeven op 12 december 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2009/126/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende fase II-benzinedampterugwinning tijdens het bijtanken van motorvoertuigen in benzinstations wordt bij dit besluit omgezet.

Art. 2. In afdeling 2 van Hoofdstuk V van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, worden de artikelen 681bis/59 en 681bis/60 vervangen door wat volgt :

“Eerste onderafdeling - Fase II-benzinedampterugwinningssysteem

Art. 681bis/59. In de zin van de artikelen 681bis/59 tot 681bis/60/2 en 681bis/71, § 3, wordt verstaan onder :

1^o “benzine” : een aardoliederivaat, met of zonder additieven, met een volgens de Reidmethode bepaalde dampdruk van 27,6 kilopascal of meer, dat voor gebruik als brandstof voor motorvoertuigen is bestemd, met uitzondering van vloeibaar petroleumgas (LPG);

2^o “benzinedamp” : elke gasvormige, uit benzine vervluchtigende verbinding;

3^o “benzinstation” : elke installatie, bedoeld in de rubriek 50.50.03 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, waar de brandstoftanks van motorvoertuigen met benzine uit vaste opslagtanks worden gevuld;

4^o “bestaand benzinstation” : een benzinstation waarvan de bouw of de exploitatie het voorwerp heeft uitgemaakt van een vergunning afgegeven vóór 1 januari 2012;

5^o “nieuw benzinstation” : een benzinstation waarvan de bouw of de exploitatie het voorwerp heeft uitgemaakt van een vergunning afgegeven vanaf 1 januari 2012;

6^o “fase II-benzinedampterugwinningssysteem” : apparatuur die bestemd is om benzinedamp die uit de brandstoftank van een motorvoertuig ontsnapt tijdens het tanken in een benzinstation, terug te winnen, en waarmee die benzinedamp naar een opslagtank bij het benzinstation wordt gevoerd of weer naar de benzinepomp om weer te worden verkocht;

7^o “benzinedampafvangrendement” : de hoeveelheid benzinedamp die door het fase II-benzinedampterugwinningssysteem is afgevangen, vergeleken met de hoeveelheid benzinedamp die in de atmosfeer zou zijn uitgestoten zonder een dergelijk systeem, uitgedrukt als percentage;

8^o “damp-benzineverhouding” : de verhouding tussen het volume bij atmosferische druk van benzinedamp die door een fase II-benzinedampterugwinningssysteem loopt en het volume van de geleverde benzine;

9^o “debiet” : de totale jaarlijkse hoeveelheid benzine die uit mobiele tanks aan een benzinstation wordt geleverd.

Art. 681bis/60. § 1. Elk nieuw benzinstation wordt uitgerust met een fase II-benzinedampterugwinningssysteem als :

1^o zijn feitelijk of voorzien debiet minstens 500 m³/jaar bedraagt; of

2^o zijn feitelijk of voorzien debiet minstens 100 m³/jaar bedraagt en als het gevestigd is onder een permanente woon- of werkruimte.

§ 2. Elk bestaand benzinstation wordt uitgerust, uiterlijk op 31 december 2018, met een fase II-benzinedampterugwinningssysteem als :

1^o zijn feitelijk of voorzien debiet minstens 500 m³/jaar bedraagt; of

2^o zijn feitelijk of voorzien debiet minstens 100 m³/jaar bedraagt en als het gevestigd is onder een permanente woon- of werkruimte.

§ 3. Elk bestaand benzinstation dat vanaf 1 januari 2012 het voorwerp uitmaakt van een grondige renovatie wordt ter gelegenheid ervan uitgerust met een fase II-benzinedampterugwinningssysteem als :

1^o zijn feitelijk of voorzien debiet minstens 500 m³/jaar bedraagt; of

2^o zijn feitelijk of voorzien debiet minstens 100 m³/jaar bedraagt en als het gevestigd is onder een permanente woon- of werkruimte.

De grondige renovatie bedoeld in het eerste lid bestaat uit een grondige wijziging of uit de renovatie van de infrastructuur van het benzinstation, met name zijn tanks en zijn leidingen.

§ 4. De paragrafen 1, 2 en 3 zijn niet van toepassing op benzinstations die uitsluitend worden gebruikt in het kader van de bouw en van de levering van nieuwe motorvoertuigen.

Art. 681bis/60/1. Als het fase II-benzinedampterugwinningssysteem verplicht is, bedraagt het benzinedampafvangrendement minstens 85 % , wat wordt verklaard door de producent overeenkomstig de technische normen of de relevante Europese ontvangstprocedures of, bij gebrek aan dergelijke normen of procedures, overeenkomstig eventuele federale normen.

Art. 681bis/60/2. Als het fase II-benzinedampterugwinningssysteem verplicht is, is de verhouding damp/benzine voor de teruggewonnen benzinedampen die naar een opslagtank bij het benzinstation worden gevoerd hoger dan of gelijk aan 0,95, maar lager dan of gelijk aan 1,05.”

Art. 3. In hetzelfde Reglement, wordt artikel 681bis/71 aangevuld met een derde paragraaf, luidend als volgt :

“§ 3. Controle van het benzinedampafvangrendement van de fase II-benzinedampterugwinningssystemen.

Het benzinedampafvangrendement van het fase II-benzinedampterugwinningssysteem wordt getest door een door de exploitant aangewezen deskundige erkend in het vak "opslaginstallatie", vóór de eerste ingebruikname en, daarna, minstens één keer per jaar, hetzij door te controleren of de damp/benzineverhouding onder gesimuleerde benzinetoevoer in overeenstemming is met artikel 4, lid 2, hetzij door een andere geschikte methodologie toe te passen.

Wanneer een automatisch bewakingssysteem is geïnstalleerd, wordt het benzinedampafvangrendement ten minste eens in de drie jaar getest. Dergelijke automatische bewakingssystemen moeten storingen van het juiste functioneren van het fase II-benzinedampterugwinningssysteem en van het automatische bewakingssysteem zelf automatisch kunnen opsporen, deze fouten aan de benzinestationhouder melden en de benzinetoevoer naar de defecte pomp automatisch stoppen als de storing niet binnen zeven dagen is verholpen.

De deskundige erkend in het vak "opslaginstallatie" die de controle heeft uitgevoerd, stelt een schriftelijk verslag op betreffende de overeenstemming van het benzinestation met de voorschriften bedoeld in de artikelen 681bis/59 tot 681bis/60/2 en stuurt een afschrift van zijn verslag aan de toezichhoudende ambtenaar.

Wanneer de erkende deskundige een verslag opstelt houdende overeenstemming van het benzinestation met de voorschriften bedoeld in de artikelen 681bis/59 tot 681bis/60/2, verstrekt hij de exploitant een zelfklever of elke andere melding waarop hij zijn identiteit en de datum van de laatste test vermeldt.

De zelfklever, of elke andere melding, wordt door de exploitant op de benzinepomp of in de buurt ervan aangebracht om de consumenten op de hoogte te brengen van de installatie van het fase II-benzinedampterugwinningssysteem."

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2012.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 januari 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 459

[2012/200695]

26 JANVIER 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 1994 octroyant des délégations de pouvoirs au secrétaire du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux de fournitures et de services;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1993 portant création du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 1^{er} janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en raison de la décision du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 visant à ce que le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne relève administrativement du Secrétariat général du Service public de Wallonie, il est impératif d'adapter sans retard les délégations de pouvoirs que requiert le bon fonctionnement dudit Conseil, telles qu'elles avaient été fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 1994;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 1994 est remplacé par l'article suivant :

« Article 1^{er}. Délégation est accordée au secrétaire du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, ci-après dénommé le Conseil, pour engager toute dépense imputable sur les allocations de base 12.09 du Titre I^{er} et 74.04 du Titre II du programme 10.02 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative au fonctionnement du Conseil, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 25.000 euros, H.T.V.A. »

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 1994 est remplacé par l'article suivant :

« Art. 2. Le secrétaire du Conseil est habilité à approuver et ordonnancer les dépenses engagées à charge des crédits prévus sur l'allocation de base 12.09 du Titre I^{er} et de l'allocation de base 74.04 du Titre II du programme 10.02 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne ».

Art. 3. A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 1994, premier et quatrième alinéas, les termes « Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par « Service public de Wallonie ».